

Après la défaite de Sarkozy : vers un juin 1936 européen

dimanche 6 mai 2012, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mai 2012).

Attac se réjouit de la défaite de Nicolas Sarkozy, qui pourrait représenter la première défaite politique en Europe pour les tenants de l'hyperaustérité. Elle sanctionne l'arrogance d'un président au service d'une oligarchie insatiable. Elle exprime la résistance populaire aux politiques d'austérité, qui s'est manifestée en France par le grand mouvement de 2010 contre la réforme des retraites. Elle suscite l'espoir des peuples d'Europe du Sud, confrontés aux terribles ravages des politiques de la « Troïka », Commission européenne, BCE et FMI. Surtout qu'au même moment se dessine une percée historique de la gauche de résistance aux élections législatives en Grèce, avec une chute des deux partis de gouvernement qui ont mené aux plans d'austérité et à la débâcle du pays.

Mais si le soulagement est grand, l'espoir est fragile. La pression des marchés financiers va monter dans les semaines qui viennent pour contraindre François Hollande à ratifier le Pacte budgétaire imposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, avec en guise de « renégociation » quelques vagues déclarations et mesurette européennes sur la croissance. Ce nouveau traité qui interdit les déficits publics et impose une austérité sans limite, doublée d'un productivisme aveugle qui met à mal la nature, le travail et le travailleur, va pourtant enfoncer l'Europe dans la dépression.

La social-démocratie française et européenne n'a pas encore pris la mesure des ruptures nécessaires pour inverser la tendance. Pourtant les forces progressistes n'ont aucun droit à l'erreur. En cas d'échec en France, la droite et l'extrême droite, dont les convergences xénophobes et autoritaires s'affirment aujourd'hui sans ambiguïté, ramasseront la mise de la déception et du désespoir.

Il y a un moyen, et un seul, pour les citoyens d'empêcher cela : la mobilisation sociale, l'intervention directe dans les affaires de la cité. A l'image de juin 1936, mais dans une dynamique d'emblée européenne, nous pouvons imposer nos exigences pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques mises à mal par les politiques actuelles. Renforçons nos syndicats, nos associations, nos partis progressistes ; occupons les places, les espaces publics ; imposons un débat démocratique sur les politiques économiques et sociales, en particulier au plan européen, avec un référendum sur le Pacte budgétaire. Les 18 et 19 mai nous serons des dizaines de milliers à Francfort, à l'appel des mouvements sociaux allemands, pour dire à la Banque centrale européenne : stop à l'austérité, oui à la solidarité !

Attac France, le 6 mai 2012
